Repères pour accompagner la formation et la régulation des dispositifs « Plus de maîtres que de classes » - PDMQDC

D'après [10 repères](#) pour la mise en œuvre d'un dispositif PDMQDC (Juin 2013)

REPERES	EXPLICITATION	POINTS DE VIGILANCE - RECOMMANDATIONS
<p>Accompagnement pédagogique et formation dans les départements</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des équipes de circonscription et des maîtres formateurs pour : <ul style="list-style-type: none"> - aider les équipes à concevoir les projets ; - accompagner durablement les équipes d'école dans la mise en œuvre du dispositif. - Organisation d'une formation préalable à la mise en œuvre du projet pour les équipes pédagogiques et les maîtres supplémentaires affectés : <ul style="list-style-type: none"> - formation continue associant circonscription, département, voire académie ; - comportant notamment les volets : <ul style="list-style-type: none"> * évaluation : observation des élèves au travail, analyse des observations, définition des besoins et des aides appropriées ; * développement de l'enfant et processus d'apprentissage. - Organisation d'une formation de formateurs : <ul style="list-style-type: none"> - sous la responsabilité des recteurs et des DASEN ; - à destination des conseillers pédagogiques, prioritairement. - Régulation du dispositif, mutualisation des pratiques et évaluation : <ul style="list-style-type: none"> - analyse des expériences par les DASEN, en lien avec les IEN et les CARDIE ; - définition des modalités d'évaluation des effets du dispositif sur les résultats scolaires des élèves, à partir de quelques indicateurs simples ; à cette fin, l'appui des universitaires peut être recherché. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'accompagnement doit prendre appui sur trois leviers : <ul style="list-style-type: none"> * une relation professionnelle régulière entre le directeur de l'école et l'équipe de circonscription ; * un accompagnement de l'ensemble de l'équipe pédagogique par les conseillers pédagogiques, voire des maîtres formateurs, susceptibles de favoriser, via l'ESPE, une articulation entre théorie et pratique ; * une formation didactique et pédagogique.

Ressources et évaluation au niveau national	<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture d'un espace de ressources et de mutualisation sur Eduscol (https://applications.eduscol.education.fr/espaceien) - Mise à disposition par la DGESCO et le SCEREN-CNDP de ressources pour les formateurs et les enseignants - Modules de formation, notamment un module de e-formation (Plus de maîtres que de classes : posture pédagogique, points de vigilance) - Documents pédagogiques - Outils méthodologiques - Mobilisation du réseau « Respire » pour la mutualisation des ressources et des expériences (respire.eduscol.education.fr) - Évaluation de la mise en œuvre du dispositif par la DGESCO avec l'appui de la DEPP 	
Évaluation, régulation départementale	<ul style="list-style-type: none"> - Lister les écoles dans lesquelles le dispositif est implanté. - Identifier clairement les postes de maîtres supplémentaires lorsqu'ils figurent au mouvement. - Les candidats à l'affectation doivent être informés des conditions particulières de fonctionnement du poste : <ul style="list-style-type: none"> - prise de connaissance du projet de l'école ; - contact direct avec le directeur ou avec l'IEN. - La cohérence entre la nomination et les conditions de fonctionnement du poste doit être vérifiée. - La mission ne semble pas compatible : <ul style="list-style-type: none"> - avec la fonction de direction (risque de confusion des positionnements, difficultés de régulation en cas de situation délicate) ; - avec l'exercice à temps partiel (temps de concertation diminué, organisation des emplois du temps complexifiée). <p>Une formation préalable des équipes pédagogiques et des maîtres supplémentaires affectés doit être assurée.</p>	<p>ÉVALUER LE PROJET DE L'ÉCOLE ET LE DISPOSITIF DÉPARTEMENTAL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les critères d'évaluation doivent être intégrés au projet pédagogique dès la conception. - L'évaluation du dispositif est nécessairement adossée à des indicateurs et à des cibles précis. Pour autant, il ne paraît pas très opportun de vouloir corréler les résultats de l'évaluation du fonctionnement du dispositif à la décision de maintenir ou non le poste supplémentaire dans l'école évaluée. - Toutefois, un manque d'engagement de l'équipe de l'école dans le dispositif devrait conduire à interroger la pertinence de son implantation. - Il s'agit bien-sûr de pouvoir apprécier les résultats des élèves, mais une telle démarche ne saurait reposer sur une approche uniquement quantitative : pouvoir évaluer la manière dont l'élève progresse dans ses stratégies d'apprentissage est, au moins, aussi important que relever des scores obtenus. - Travailler par regards croisés a son intérêt, pour peu que la démarche soit objectivée et qu'elle ne se contente pas d'évaluer les effets du dispositif sur le rapport de l'élève au travail scolaire ou aux seules compétences 6 et 7 du socle commun. - L'évaluation d'école est un processus qui permet de faire le point avec les équipes. - Il est envisageable qu'un projet soit considéré comme expérimental en année N et se trouve confirmé ou régulé en année N+1. <p>RÉGULER ET METTRE EN COHÉRENCE LES DIFFÉRENTS PROJETS AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL</p> <ul style="list-style-type: none"> - La régulation est faite sous la responsabilité du DASEN. - Une mission de suivi de ces dispositifs peut être confiée à l'IEN adjoint, avec pour objectif la mise en synergie de tous les acteurs impliqués, le suivi et l'organisation de l'évaluation de l'efficacité des dispositifs. - Des réunions périodiques des maîtres supplémentaires peuvent être envisagées, pour faire le bilan des actions sur la période écoulée, dégager les invariants et les différences de fonctionnements, échanger autour de gestes professionnels et recentrer l'action sur les élèves en difficulté.